



Flottille pour Gaza : Israël enlève, torture, maltraite et détient illégalement des militants pacifistes

Description

Par l'Agence Média Palestine, le 4 mai 2026



En pleine mer, au large des cotes grecques, Israël a enlevé des centaines de militant.es humanitaires pacifistes présent.es à bord de la Flottille internationale Global Sumud le 30 avril dernier. Nombre d'entre elles et eux affirment avoir été battu.es et maltraité.es, des dizaines ayant eu besoin de soins hospitaliers.

Des images publiées sur les réseaux sociaux par les organisateurs et organisatrices de la flottille attestent des sévices subis. Parmi les blessures non-nécessaires, il y a des cotes cassées, des nez fracturés et des traumatismes cervicaux, en plus de contusions et d'hématomes.

More than 200 activists from the Global Sumud Flotilla who were seized at sea by Israeli forces and taken to the Greek island of Crete were released earlier today, with photos showing visible injuries including bruising, cuts, and swelling; participants say they were beaten and? | pic.twitter.com/dqzpBvdJoU

Drop Site (@DropSiteNews) [May 1, 2026](#)

Les autorités grecques ont indiqué que 31 des quelque 175 militant.es avaient été conduits dans un hôpital de Crète, tandis que les autorités turques ont confirmé qu'une soixantaine d'entre elles et eux avaient été transférés par avion à Istanbul le 1er mai au soir.

La flottille, composée de plus de 50 navires partis de ports français, espagnols et italiens, tentait de briser le blocus naval israélien de la bande de Gaza, en vigueur depuis 2007, lorsqu'elle a été interceptée à environ 130 kilomètres à l'ouest de la Crète, par l'armée d'occupation israélienne. Les organisateurs de la flottille ont dénoncé un acte de « piraterie » et déclaré que leur matériel de navigation avait été détruit, les communications brouillées, les plaçant face à un « piège mortel calculé en mer ». Ils et elles ont également expliqué que les forces israéliennes avaient arraisonné au moins 21 embarcations et transféré les détenus sur un navire israélien, le NAHSHON, où ces dernier.es ont subi des violences physiques et verbales. Des militant.es ont décrié avoir été frappés à coups de poing et de pied, traînés au sol, et dans certains cas avoir essuyé des tirs à balles réelles et en caoutchouc. Certain.es ont déclaré avoir été détenus jusqu'à 40 heures sans eau ni nourriture.

Le Brésilien Thiago Avila et l'Espagnol Saif Abu Keshek toujours détenus et maltraités en Israël

Seuls deux militants restent aujourd'hui toujours en détention après avoir été transférés illégalement en Israël : l'Espagnol Saif Abu Keshek et le Brésilien Thiago Avila, l'une des figures les plus célèbres du mouvement des flottilles qui a déjà tenté le voyage plusieurs reprises. Le 3 mai, un tribunal de l'occupation israélienne a prolongé leur détention de deux jours. Les deux hommes sont apparus à l'audience avec des blessures visibles au visage.

Le Brésil et l'Espagne ont dénoncé ces arrestations « illégales ». L'avocate Miriam Azem, membre de l'ONG de défense des droits humains Adalah, qui les représente, a déclaré que leur arrestation avait été « extrêmement brutale ». Les deux hommes ont été informés qu'ils seraient interrogés par les renseignements intérieurs israéliens pour soupçons d'être « affiliés à une organisation terroriste ». Le ministre des Affaires étrangères de l'Etat colonial accuse Saif Abu Keshek d'être l'un des dirigeants de la Conférence palestinienne pour les Palestiniens à l'étranger (PCPA), association caritative accusée par les Etats-Unis et Israël d'être affiliée au Hamas. Quant à Thiago Avila, Israélien le dit-il au préalable qu'il travaille avec PCPA et est soupçonné d'activités illégales ».

En apprenant la prolongation de la détention de Saif Abu Keshek, le gouvernement espagnol a exigé sa libération immédiate, dans un message du ministre des Affaires étrangères envoyé à l'AFP. Le consul d'Espagne à Tel-Aviv a accompagné l'Espagnol détenu illégalement à l'audience, précise-t-il. Israël « n'a apporté aucun élément de preuve pour appuyer cette accusation », avait déclaré la veille, le 2 mai, le chef de la diplomatie espagnol, José Manuel Albares, et même si c'était le cas, « il existe des voies judiciaires en démocratie, en Etat de droit », pour les relayer.

Tags

1. blocus
2. Brésil
3. détention arbitraire
4. enlèvement
5. Espagne
6. flottille
7. Gaza
8. injustice
9. Israël
10. maltraitance
11. pacifistes
12. thiago avila
13. torture

date créée

2026/05/04